

Emplois : GE ne tiendra pas sa promesse à l'Etat français

- Seuls 323 emplois ont été créés en France à fin avril sur les 1.000 promis en 2015, lors de l'acquisition de la branche Energie d'Alstom.
- Les syndicats se préparent pour l'après-2018.

ÉNERGIE

Véronique Le Billon
@VLeBillon

Ce qui était prévisible est désormais officiel : GE ne respectera pas sa promesse de créer 1.000 emplois nets en France d'ici à la fin de l'année. A l'occasion d'une tournée en Europe, le PDG du groupe américain, John Flannery, « a indiqué que l'engagement pris par GE en 2015, lors du rachat des activités énergie d'Alstom [...], était désormais hors d'atteinte », a annoncé jeudi Bruno Le Maire, dans un communiqué. « A fin avril 2018, seuls 323 emplois nets ont été créés », a précisé le ministre de l'Economie, qui « regrette vivement cette situation », liée à « l'évolution défavorable » des marchés de GE dans l'énergie.

Si GE comme le gouvernement français affichaient encore ces derniers mois leur confiance pour cette promesse négociée il y a quatre ans afin de faire accepter la cession de l'ancien fleuron tricolore, « on savait pertinemment que ce serait compliqué, ce n'est pas une surprise », réagit Alain Ogor, délégué syndical central CFDT sur le site historique de Belfort. « On le dit depuis déjà plusieurs mois », ren-

chérît un autre élu. GE a bien créé des postes dans sa « fonderie digitale » à Paris (130) et dans des services financiers à Belfort (près de 200), il avait annoncé, dès début 2016, un plan de 765 départs en France, finalement ramenés, selon le groupe américain, à 475 postes. Et à Grenoble, GE vient de finaliser un plan social dans ses activités hydrauliques. Ce qui réduira encore d'une centaine de postes son bilan en matière de création d'emplois fin 2018.

Le conglomérat industriel rappelle qu'il a tenu ses autres engagements : la localisation de plusieurs sièges sociaux d'activités en France ou la nomination d'un administrateur français (Sébastien Bazin) au conseil d'administration de GE.

Négocier un nouvel accord
S'ils ne sont pas surpris, les syndicats sont inquiets pour l'après-2018, lorsque les engagements pris fin 2015 par General Electric tomberont. Car la restructuration du groupe américain se poursuit : fin 2017, un nouveau plan social a visé 12.000 postes dans le monde, dont 4.500 sur le périmètre des anciennes activités d'Alstom en Europe – dont la France n'a été épargnée qu'au nom de l'accord conclu il y a trois ans. « Toutes les fonctions transverses souffrent en Europe.

Forcément, cela va nous tomber dessus en 2019 », anticipe un élu.

Désormais réunis en intersyndicale, les représentants des salariés viennent d'écrire au Premier ministre pour lui demander de négocier un nouvel accord avec GE, pour « le développement des filières, le maintien des expertises, la préservation des sites industriels et l'emploi des salariés ». Bruno Le Maire, qui doit revoir les dirigeants

de General Electric à l'automne, demande « des perspectives claires » pour « chacun des sites industriels de GE en France ». « Nous sommes focalisés sur nos engagements actuels, et il est prématuré d'en considérer d'autres à ce stade », indique GE aux « Echos ». Le contrat actuel entre GE et l'Etat français prévoit seulement une pénalité de 50.000 euros par emploi manquant, qui alimenteront un fonds de revitalisation. ■

DÉCRYPTAGE // Comme son rival américain, le groupe allemand souffre sur son marché historique des grandes turbines.

GE et Siemens secoués par la transition énergétique

La transition énergétique n'est pas un chemin pavé de roses pour les industriels. Dix ans après le trou d'air de la crise financière, les grands fabricants mondiaux de turbines pour les centrales électriques peinent à rebondir dans leurs activités traditionnelles. Au premier trimestre cette année, General Electric (GE) a estimé que « le marché continue à être dur et difficile à prédire » : les commandes d'équipements ont baissé de 40 % sur un an et celles de services de 19 %.

La baisse de la demande sur les plus grosses turbines destinées aux centrales à gaz et à charbon est liée « à l'efficacité énergétique et à la pénétration des renouvelables », tandis que des incertitudes géopolitiques et de financement dans certains pays « retardent les commandes », note GE, qui pointe enfin « une pression sur les prix due aux surcapacités ».

Au premier semestre de son exercice décalé, l'allemand Siemens a, de son côté, enregistré une chute de près de 25 % de son activité



Des employés de General Electric sur le site de Belfort, spécialisé dans les turbines à gaz. Photo Sébastien Bozon/AFP

Power & Gas, à 6 milliards d'euros. Et une chute de 60 % de son profit, à 350 millions d'euros. Le marché des grandes turbines neuves chute lourdement, note Siemens, créant des surcapacités qui pèsent sur les prix. Selon l'agence Bloomberg, le groupe allemand, qui a déjà lancé une restructuration massive de son activité, étudierait d'ailleurs plusieurs options stratégiques, dont une vente de son pôle Power & Gas.

Même dans les énergies renouvelables, la transition industrielle est parfois compliquée. Dans

l'hydraulique, le centre de gravité des anciennes activités d'Alstom se déplace inexorablement vers la Chine et l'Inde, dans un marché européen déjà équipé. Siemens, qui s'est allié à l'espagnol Gamesa dans l'éolien, a annoncé cet hiver un plan de 6.000 suppressions de postes pour rester compétitif dans la course à la baisse des coûts. Et tous les turbiniers commencent à faire fabriquer certains composants dans des pays à bas coût – parfois en Asie, parfois en Afrique du Nord. — V.L.B.

Mirouna VERBAN
Avocate associée
équipe corporate tax

Vous développer

à l'international,

est un enjeu majeur.

Mais les questions

fiscales sont complexes,

voire imprévisibles. Si les frontières

ne sont plus un obstacle,

vous avez besoin d'un expert pour vous guider.



ARSENE
TAXAND NETWORK

Tax advisers with resolve.*

32 rue de Monceau, 75008 Paris
Tél. : 01 70 38 88 00
contact@arsene-taxand.com
www.arsene-taxand.com

*Avocats résolution fiscalistes.